

Requête de

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE DES NATIONS UNIES

DESCRIPTION DE POSTE **INT-200-11-P003-01-V**

1. Information générale

Titre du poste: Expert Associé en affaires environnementales
Durée: 1 an (renouvelable d'un an)
Date requise: Mai 2011
Lieu d'affectation (secteur d'activité): Genève, Division de l'environnement

2. Supervision

Superviseur direct: Mme Francesca Bernardini
Titre du superviseur: Expert chargé d'affaires environnementales – Secrétaire de la Convention sur l'Eau et Co-secrétaire du Protocole l'Eau et la Santé

Contenu et méthodologie de la supervision:

L'Expert Associé suivra le système d'évaluation des performances des Nations Unies (PAS) à travers lequel les objectifs principaux et les tâches à effectuer pendant l'année sont définis. À la fin de l'année, la performance de l'expert est évaluée vis-à-vis des objectifs fixés.

Dans le travail quotidien, l'Expert participera dans les réunions régulières de l'unité de l'eau dans lesquelles le travail de l'unité est organisé, des objectifs de courte et moyenne durée sont établis et le travail effectué est discuté et évalué. Un feedback direct sera fourni quotidiennement par le superviseur. Au cours de l'affectation, le niveau de responsabilité et de la complexité des tâches à effectuer par l'expert va augmenter.

3. Fonctions, responsabilités et valeur ajoutée attendues

L'Expert Associé travaillera dans le secrétariat de la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (Convention sur l'Eau) et de son Protocole sur l'Eau et la Santé.

La Convention sur l'Eau offre un cadre solide et fiable pour la coopération entre les pays riverains afin d'assurer une protection efficace des ressources en eau et des écosystèmes liés, sur la base du bassin versant. La Convention exige que les Parties établissent des institutions communes dans le cadre desquelles les pays riverains conviennent d'un usage raisonnable et équitable de la ressource en eau et d'approches efficaces pour l'allocation et le partage de l'eau, générant ainsi des bénéfices qui excèdent de loin ceux qui dériveraient de la recherche non coordonnée des intérêts individuels nationaux. De plus, en favorisant la coopération transfrontière, la Convention est un outil efficace pour la prévention des conflits et crises. La Convention soutient ainsi la sécurité humaine sous toutes ses formes - de la sécurité alimentaire, économique et politique, jusqu'à la sécurité individuelle.

Le but principal du Protocole sur l'Eau et la Santé est de protéger la santé et le bien-être de l'homme par une meilleure gestion de l'eau, y compris la protection des écosystèmes, et en s'employant à prévenir, à combattre et à faire reculer les maladies liées à l'eau. Le Protocole est le premier accord international, d'application régionale, adopté spécifiquement afin d'assurer l'accès de tous à l'eau potable et à l'assainissement, et de protéger efficacement les ressources en eau utilisées comme sources d'eau potable.

Le secrétariat appuie les Parties dans la mise en œuvre de la Convention et de son Protocole sur l'Eau et la Santé, ainsi que les non-Parties dans leurs efforts pour accéder aux deux instruments. Les domaines de travail et les activités à entreprendre sont décidés par les Réunions des Parties à travers l'adoption de plans de travaux triennaux. Il est prévu que le travail à venir au cours de l'exercice 2011-2013 se concentre sur :

- L'évaluation des progrès accomplis

Le travail dans ce secteur consistera dans l'évaluation des progrès réalisés dans la protection et la gestion durable des eaux transfrontières et dans l'établissement d'une coopération efficace, surtout par le biais de la préparation de la deuxième évaluation des cours d'eau, lacs et eaux souterraines transfrontières pour la septième Conférence ministérielle « Un environnement pour l'Europe » qui se tiendra à Astana en septembre 2011.

Le travail au titre du Protocole sur l'Eau et la Santé se concentrera sur l'assistance aux pays pour la définition de leurs objectifs et l'évaluation des progrès accomplis.

De plus, la CEE-NU jouera un rôle important dans le processus préparatoire au sixième Forum mondial de l'eau, qui se tiendra à Marseille en mars 2012, à la fois au sein du groupe de coordination pour la partie européenne du processus régional et dans les processus thématiques, eau et paix (coopération transfrontière), et eau et santé.

- L'échange d'expérience et les projets d'assistance

Des projets d'assistance seront développés dans des pays de la région ou dans des bassins fluviaux transfrontières. Ils se concentreront sur différents aspects de la Convention et du Protocole : du développement de politiques intégrées sur l'eau et la santé, à des accords de coopération, ou à l'établissement d'organes communs (organismes de bassin), la promotion de la participation du public, la gestion et l'échange de l'information, le développement de programmes communs de surveillance et d'évaluation, la promotion de la coopération dans l'adaptation au changement climatique, et la promotion d'expérience dans le domaine de l'accès équitable à l'eau.

- Le renforcement des capacités

Des activités de formation seront mises en place pour renforcer les capacités des gestionnaires de l'eau et des organes communs dans les différents domaines de la gestion intégrée des ressources en eau, y compris à travers la promotion d'échanges mutuellement bénéfiques et des liens « Sud-Sud ». Les activités dans ce secteur cibleront aussi des pays non-CEE pour les préparer à une possible accession à la Convention, une fois l'amendement entré en vigueur.

- La conformité et la mise en œuvre

Le travail dans ce domaine vise à aider les Parties et non-Parties à être en conformité avec, et à mettre en œuvre, la Convention et le Protocole sur l'Eau et la Santé, à travers les outils existants dans ces deux cadres juridiques (le Comité d'examen du Protocole et le Conseil juridique de la Convention), le développement de lignes-directrices techniques et politiques, ateliers et séminaires, etc. Le travail se concentrera en particulier sur les zones qui présentent les plus grands besoins, y compris l'Asie centrale.

Le jeune expert associé sera impliqué dans des sujets stratégiques et émergents dans le cadre de la Convention et du Protocole sur l'eau et la santé, y compris:

- Les activités pour promouvoir l'application et la mise en œuvre de la Convention sur l'eau et de son Protocole sur l'Eau et la Santé en Asie Centrale, y compris les Dialogues sur les politiques nationales en place dans ces pays dans le cadre de l'Initiative pour l'eau de l'Union européenne. L'accent sera mis en particulier sur la gouvernance de l'eau.
- Les activités pour promouvoir la mise en œuvre de la Convention et des ses outils et recommandations en dehors de la région CEE, en particulier dans les régions voisines en Asie (notamment en Afghanistan, Mongolie, Chine et Iran) et dans la région méditerranéenne.
- Les activités liées à la préparation du sixième Forum mondial sur l'eau, y compris la coordination avec les autres acteurs du Forum, en particulier le comité international de préparation, le Gouvernement français, le Conseil mondial de l'eau, les membres et les partenaires de UN Water. La CEE-NU, en tant

que coresponsable du « domaine prioritaire d'activité sur les eaux transfrontières » de UN-Water, aura une position privilégiée pour les susdites tâches.

- Les activités au titre du Protocole sur l'Eau et la Santé liées au droit à l'eau potable – et, de manière plus générale, à la relation entre le Protocole et les droits de l'Homme – à l'eau potable et à l'assainissement. Dans ce contexte, le jeune expert soutiendra les efforts faits par la France pour développer un document recensant les bonnes pratiques en matière de mesures existantes pour surmonter les barrières socio-économiques et limiter le coût d'accès.

4. Qualifications et expérience

<u>Education:</u>	Etre titulaire d'un diplôme universitaire du niveau de la maîtrise dans un domaine lié à l'environnement, le développement, l'ingénierie, ou les sciences politiques; un diplôme en gestion de l'eau serait un atout
<u>Expérience professionnelle :</u>	Expérience professionnelle, préférablement liée à la gestion de l'eau ou de l'environnement. Une expérience au niveau international serait un atout. Une première expérience professionnelle dans la gestion de projet serait aussi un atout.
<u>Connaissances linguistiques :</u>	Excellent niveau d'anglais professionnel (écrit et oral). La connaissance du russe est un avantage
<u>Autres connaissances :</u>	Maîtrise des outils Windows et des applications Internet
<u>Compétences des Nations Unies:</u>	APTITUDE A LA COMMUNICATION : Aptitude à la communication écrite, orale et à l'exposé ; aptitude à présenter des informations de façon claire, concise et cohérente. ESPRIT D'EQUIPE Aptitude à développer et maintenir des relations de travail efficaces avec les collègues et autres partenaires et à travailler dans des équipes intersectorielles APTITUDE A PLANIFIER ET A ORGANISER: Aptitude à planifier et à organiser son travail, à travailler avec des échéances serrées et à gérer des tâches multiples.

5. Eléments d'apprentissage

Après l'affectation l'expert associé sera capable de:

- organiser et servir des réunions internationales : rédiger des ordres du jour, des rapports et autre documentation ; assister les présidents dans le déroulement des réunions et gérer tous les aspects logistiques et organisationnels
- évaluer et examiner les politiques et stratégies nationales, rédiger des documents politiques et élaborer des recommandations pour des actions futures
- élaborer et gérer des projets sur le terrain, en particulier ceux liés au renforcement des capacités et aux questions d'eau et de santé,
- rédiger des publications, des communiqués de presse, bulletins de relations publiques et d'autres outils de communication
- préparer des propositions de projet, y compris les aspects budgétaires, planifier l'utilisation de fonds, et préparer des rapports pour les bailleurs de fonds sur les aspects liés à la substance et au financement des projets.

6. Information sur le cadre général

L'Expert Associé travaillera dans la division de l'environnement, dans l'unité eau. Il/elle travaillera dans le secrétariat de la Convention sur l'Eau et de son Protocole sur l'Eau et la Santé sous la supervision du secrétaire

de la Convention / Co-secrétaire du Protocole. L'unité inclut aussi 4 chargés d'affaires environnementaux, 1 expert régional dans la gestion de l'eau et de 2 assistantes administratives.

En outre, comme la CEE-ONU fournit les fonctions de secrétariat pour le Protocole sur l'eau et la santé en collaboration avec le Bureau régional pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé, l'expert associé sera en contact quotidien avec les homologues de l'OMS-EURO.

Dans son travail, l'expert associé pourra accumuler un savoir et une expérience remarquables tant sur le plan technique que dans les aspects politiques de la gestion de l'eau. Le large éventail d'activités dans lesquelles l'expert sera impliqué – depuis les études analytiques jusqu'aux projets de mise en œuvre pratique – viendra renforcer et compléter sa formation universitaire et professionnelle antérieure.

De plus, elle/il aura la possibilité d'acquérir des compétences particulières en matière de négociation liées au travail intergouvernemental et inter-organisationnel.

Elle/il sera également fréquemment en contact avec les programmes touchant à l'eau dans d'autres organisations et pourra établir un large réseau de contacts professionnels et personnels avec des collègues des autorités nationales, des organisations du système onusien, y compris UN Water, d'autres organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales, ou encore au sein d'organisations du secteur privé. Ce réseau sera un atout précieux dans sa future vie professionnelle. Étant donné que le secrétariat bénéficie d'une forte « visibilité » et bénéficie d'une bonne reconnaissance par ses partenaires, il/elle bénéficiera d'un positionnement privilégié.

Le poste est situé à Genève qui offre une grande variété d'attractions: une scène sociale et culturelle animée, beaucoup de possibilités pour les sports de plein air (ski, randonnée, voile, etc.).

La ville est sûre et toutes les infrastructures locales sont bien organisées, en particulier les transports publics locaux. La ville est bien connectée du point de vue international par train et par avion.

Il y a une grande communauté internationale ce qui facilite l'établissement de liens sociaux parmi les internationaux.